

Le mystère des 200 000 professeurs fantômes

Aberrant. Selon la fondation Ifrap, près de 200 000 enseignants sont sous-employés. Décourageant pour ceux qui travaillent dur et sont mal payés...

PAR ÉMILIE TREVERT

Comble de l'ironie: c'est un ancien ministre de l'Éducation nationale qui a mis le doigt sur le problème. « Nous sommes des dizaines de milliers d'enseignants à être dans le même cas ! » se défendait (bien mal) Luc Ferry, en juin 2011, à la suite d'un article du *Canard enchaîné* l'accusant d'avoir un « emploi fictif ». Son cas ? Il était alors « déchargé de service public ». En clair, l'agrégué de philo, qui officiait pour le compte de Matignon, n'assurait plus ses cours à l'université Paris Diderot, mais continuait à percevoir le confortable traitement qui allait avec... Des dizaines de milliers d'enseignants seraient ainsi détachés de leurs fonctions et se retrouveraient donc ailleurs que devant des élèves ? En « balan-

çant » ses chers collègues, Ferry a dévoilé au grand public une situation taboue et largement méconnue. Or les « détachés » ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Un contingent important de profs n'assurent plus la classe au sens strict, pour diverses raisons: formation continue, activité syndicale, congé de fin d'activité, arrêt maladie, attente d'affectation ou de remplacement, disponibilité... À l'heure où le ministère prévoit de recruter 40 000 enseignants, pour pallier notamment les absences de leurs confrères, où sont ces profs fantômes ? Et combien sont-ils ? La fondation Ifrap, un think tank indépendant analysant la performance des politiques publiques, s'est penchée sur la question dans une enquête, publiée le 6 juin sur son site Internet

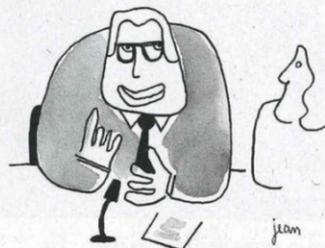
34 %

C'est ce que gagne en plus un enseignant allemand par rapport à son homologue français. Le salaire statutaire annuel des enseignants français ayant quinze ans d'ancienneté est en moyenne égal à 24 422 euros pour le primaire et à 26 267 euros pour le secondaire (chiffres 2009 de l'OCDE).

(www.ifrap.org). Après avoir épluché des dizaines de colonnes de chiffres (statistiques fournies par les ministères de l'Éducation et de la Fonction publique), la chercheuse Charlotte Uher, spécialiste des sujets d'éducation à l'Ifrap, a obtenu des résultats impressionnants. Il y aurait plus de 200 000 personnels de l'enseignement sous-employés ! Voici le détail de son chiffrage: en 2012, 92 439 enseignants (sur un total de 837 000) n'étaient pas chargés d'une classe (40 177 dans le second degré et 52 262 dans le premier degré).

Attention, ces profs ne sont pas pour autant en « vacances » ! La majorité (47 887) sont remplaçants – parfois inemployés, il est vrai, une partie de l'année –, d'autres sont documentalistes, directeurs d'école ou affectés à la scolarisation (individuelle ou en petits groupes) de publics spécifiques... À ces 92 439 enseignants qui ne gèrent pas une classe entière à temps plein l'Ifrap ajoute un autre contingent: 125 000 personnes (pour la plupart enseignants) auraient disparu des écrans radars de l'Éducation na-

tionale. Ces effectifs ne sont plus en fonction dans le ministère, certes, mais ils restent gérés par celui-ci, comme le détaille un tableau du Rapport sur l'état de la fonction publique. On y apprend que 96 089 sont « détachés » hors du ministère, en « MAD » (dont la définition donnée par le ministère laisse perplexer: « La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son corps d'origine, est réputé occuper son emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce des fonctions hors du service où il a vocation à servir ») ou « affectés sortants du ministère ». 28 990 autres sont en disponibilité, en congé parental, en congé longue durée (pour maladie grave), ou de fin d'activité. À noter que ces effectifs peuvent être ou non payés par leur ministère de tutelle. « Ce rapport est carrément grossier et manipulateur ! » s'insurge Fabienne Bellin, du SNES, elle-même déchargée (à temps partiel) pour activité syndicale. C'est un joyeux mélange de situations complètement différentes qui n'a qu'un seul but: dire que c'est la gabegie et que les profs se tournent



Plutôt que d'absentéisme il préférerait parler de flexibilité optimale.

les pouces ! » Même son de cloche au ministère, pour qui il est « fantaisiste » de « sous-entendre » que 217 000 enseignants n'enseigneraient pas.

Or, les chiffres de l'Ifrap auraient pu être gonflés davantage si l'auteur de l'enquête avait pris en compte les congés maladie. Ce qui représente un taux d'absence estimé à 8 % par le ministère. Là,

on touche au sujet qui fâche par excellence: l'absentéisme. Il suffit de voir de quel luxe de précautions l'Inspection générale s'entoure pour justifier la non-prise en compte de ce critère, dans un rapport sur le remplacement (juin 2011): « L'absentéisme se définit en effet de manière négative (...) Cette notion n'a pas paru pertinente dans la mesure où elle porte en elle un jugement a priori sur le niveau d'absence des enseignants comparé aux autres salariés du secteur public ou du secteur privé. » Dans ce même rapport, on trouve tout de même des chiffres édifiants – près de 5,6 millions de journées d'absence au primaire et plus de 12 millions d'heures dans le secondaire en 2009-2010 –, et cela reste loin de la réalité. En effet, les absences pour cause de formation ou d'organisation des examens ne sont pas comptabilisées, ni les « autorisations exceptionnelles d'absence » (décès, déménagement...). Quant au taux d'absence des remplaçants, il bat des records: ces profs étant plus souvent absents que les titulaires qu'ils doivent suppléer ! ■

L'Éducation nationale en chiffres

837 000 enseignants en 2012, soit près de la moitié des agents publics employés par l'État. (Cour des comptes 2013)

Masse salariale

49,9 milliards d'euros en 2011, soit 17 % du budget général de l'État et 2,5 % du PIB. En 2011, la dépense intérieure d'éducation était estimée à 137,4 milliards d'euros, soit 2110 euros par habitant, ou 6,9 % du PIB. Sources: Cour des comptes 2013 et ministère de l'Éducation nationale.



92 439 enseignants qui ne sont pas chargés d'une classe en 2012

Remplaçants, directeurs d'école, documentalistes... Source: Fondation Ifrap et Rapport sur l'état de la fonction publique.

125 079 personnes qui ne sont pas en fonction dans le ministère de l'Éducation nationale

La plupart sont enseignants, dont: 28 990 en disponibilité, en congé parental, longue durée ou de fin d'activité. 96 089 « détachés », mis à disposition dans un autre service...

1 an C'est le temps moyen qu'un élève perdrait en heures de cours non assurées au cours de sa scolarité. (Inspection générale de l'Éducation nationale)

1,437 milliard d'euros

C'est le coût des trois semaines de cours perdues en juin au moment du bac. Source: Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale.

Des « décharges » qui ont été inventées en... 1950

Dans son dernier rapport*, la Cour des comptes pointe les « décharges horaires ». Des réductions de temps de travail accordées pour exercer une autre activité. Exemples de décharges « obsolètes » (sic): l'heure dite de « première chaire », accordée aux profs de première ou de terminale, « pour tenir compte du surcroît de travail impliqué par la préparation des élèves au bac ». Or, depuis 1964, seul un

nombre limité d'épreuves est passé en fin de classe de première. Une heure est accordée aux profs d'histoire-géo pour entretenir des « cabinets de matériel historique et géographique », alors que ces cabinets ont pour la plupart... disparu ! Enfin, trois heures sont prévues pour les profs d'EPS, qu'ils sont censés consacrer à des associations sportives. Cette décharge repose « sur une simple note de service et bénéficie en pratique à tous les enseignants de cette discipline », qui pour certains « n'assurent pas cette mission ». Tout cela représentait, en 2009, « 369 633 heures hebdomadaires, soit l'équivalent d'environ 20 535 emplois ». Gilles de Robien avait supprimé, en 2007, ces heures de travail qu'il jugeait fictives, avant que Xavier Darcos les rétablisse... ■ É.T. * « Gérer les enseignants autrement », mai 2013.